

question de confiance; constitution du conseil de gouvernement prévu par le statut de 1947 [29 novembre 1957] (p. 5062); en deuxième lecture [24 janvier 1958] (p. 252); *installation d'une ligne de défense frontalière, en particulier, avec la Tunisie; fournitures d'armes au F. L. N.; désarmement des bandes rebelles; action de dissidence de Bellounis; nécessité de voter rapidement la loi-cadre* [28 janvier 1958] (p. 312 à 314); Art. 2 : *Amendement de Mme Francine Lefebvre (droits des femmes musulmanes); impossibilité de modifier le statut de la femme musulmane sans consultation préalable des musulmans* (p. 315); Art. 17 : *Amendement de M. Tixier-Vignancour (obligation pour les rebelles de livrer à l'autorité militaire française la totalité de leurs armes en cas de « cessez-le-feu »)* (p. 318); *sa réponse aux explications de vote de M. Soustelle* (p. 319); — de l'ordre du jour : *Demande une séance pour le lendemain afin que le Gouvernement dépose un projet de loi* [27 novembre 1957] (p. 5005); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie, Art. 5 : *Amendement de M. Tixier-Vignancour tendant à exclure du bénéfice de l'éligibilité et du droit de vote toute personne adhérant encore à des mouvements révolutionnaires trois mois après la promulgation de la loi* [28 janvier 1958] (p. 320); — d'urgence des conclusions d'un rapport portant proposition de décision sur le décret du 12 mars 1958 constituant les territoires autonomes d'Algérie : *Question préalable opposée par M. Gautier; saisie du livre d'Henri Allec La Question; prochaine conclusion de l'information ouverte à la suite de la plainte déposée par M. Allec; résultat négatif de l'examen médical du plaignant* [27 mars 1958] (p. 2048). — Donne sa démission de *Ministre de l'Algérie* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

LAFAY (M. Bernard), *Député de la Seine* [2^e circonscription] (*N. I. puis app. U. D. S. R. - R. D. A.*).

Son élection est validée [2 février 1956] p. 175). = Est nommé : **membre de la Commission de la défense nationale** [31 janvier

1956] (p. 161) (2); de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161) (1); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [9 juillet 1957] (p. 3432); de la Commission de l'intérieur [23 mai 1958] (p. 2453); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [23 mai 1958] (p. 2453).

Dépôts :

Le 16 février 1956, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 3 et 13 de la Constitution, **n° 510**. — Le 16 février 1956, une proposition de loi portant révision des articles 17, 51 et 90 du titre VIII de la Constitution, **n° 511**. — Le 15 mars 1956, une proposition de loi tendant à la réforme du régime administratif et financier de la ville de Paris et du département de la Seine, **n° 1215**. — Le 23 mars 1956, une proposition de loi tendant à assurer le reclassement social des victimes de guerre, des mutilés, des invalides et des diminués physiques, **n° 1440**. — Le 26 avril 1956, une proposition de loi tendant à augmenter la part de la tranche urbaine au sein du fonds spécial d'investissement routier, **n° 1674**. — Le 2 mai 1956, une proposition de loi tendant à étendre aux instances en cours le principe d'irrecevabilité posé par la loi n° 56-245 du 12 mars 1956, modifiant les articles 3 et 27 du décret du 30 septembre 1953, en ce qui concerne les litiges entre bailleurs et locataires à l'occasion de demandes de révision ou renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 1730**. — Le 12 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser le 14 juillet 1956 une journée nationale en faveur des soldats d'Algérie et à prendre toutes mesures utiles pour que la fête nationale soit cette année une grande manifestation d'unité nationale et de solidarité, **n° 2133**. — Le 20 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Bernard Lafay (n° 2133) tendant à inviter le Gouvernement à organiser le 14 juillet 1956 une journée nationale en faveur des soldats d'Algérie et à prendre

(1) *Démissionnaire* [10 juillet 1957] (p. 3517).

(2) *Démissionnaire* [27 septembre 1957] (p. 4131).

toutes mesures utiles pour que la fête nationale soit cette année une grande manifestation d'unité nationale et de solidarité ; 2^o de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n^o 2154) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser des journées de solidarité nationale en faveur des familles de soldats rappelés et maintenus sous les drapeaux à l'occasion des événements d'Afrique du Nord, n^o 2260. — Le 1^{er} août 1956, une proposition de loi tendant à transférer les halles centrales de Paris, en totalité, sur l'emplacement de l'ancienne usine à gaz de la Villette, n^o 2765. — Le 6 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à ce que l'Assemblée Nationale adresse un message solennel à la nation hongroise martyre et invitant le Gouvernement à mettre tout en œuvre avec les nations libres, pour arrêter la répression et venir en aide aux Hongrois demeurés dans leur pays ou réfugiés, n^o 3144. — Le 23 janvier 1957, une proposition de loi tendant à améliorer le fonctionnement de l'assurance-maladie de la sécurité sociale, n^o 3859. — Le 12 mars 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soient augmentés de 30 0/0 les contingents d'élèves admis dans les écoles d'Etat, ou agréés par l'Etat et habilités à décerner le diplôme d'ingénieur, ainsi que le nombre de places aux agrégations, n^o 4468. — Le 11 juillet 1957, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services actifs de police les dispositions de l'arrêté du 11 février 1952 qui fixe, pour la période du 2 septembre 1939 au 8 mai 1945, les conditions d'attribution du bénéfice de campagne aux personnels militaires, n^o 5439. — Le 13 novembre 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que le « rapport des experts » soit communiqué aux membres du Parlement, n^o 5896. — Le 28 novembre 1957, une proposition de loi tendant à supprimer les ventes illicites « à la sauvette », n^o 6011. — Le 3 décembre 1957, une proposition de loi tendant à indexer le taux de l'allocation supplémentaire aux personnes âgées sur celui du S.M.I.G., n^o 6063. — Le 25 février 1958, une proposition de loi tendant à aggraver certaines des peines prévues par le décret-loi du 18 avril 1939 en cas de délit de port d'armes

prohibées, n^o 6712. — Le 7 mars 1958, une proposition de loi tendant à supprimer la taxe de 600 francs versée par les entreprises de la région parisienne à la R.A.T.P., n^o 6826. — Le 25 mars 1958, une proposition de loi tendant à réserver à Paris et dans le département de la Seine, aux étages inférieurs des nouveaux immeubles locatifs construits par des organismes H.L.M. et ceux utilisant des fonds publics, des logements pour les personnes âgées, n^o 6995.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* (cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part : au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *la continuité de la politique nationale* [31 janvier 1956] (p. 155) ; — à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *volonté de la France de défendre son honneur ; nécessité de lutter jusqu'à soumission complète des rebelles ; élimination de la trahison ; déduction des voix communistes de la majorité* [2 juin 1956] (p. 2256, 2257) ; — à la discussion du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (régime de retraite des policiers parisiens ; rétablissement du décret du 4 mai 1922)* [7 juin 1956] (p. 2407, 2408) ; *le retire* (p. 2410) ; — à la discussion d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser une journée nationale en faveur des soldats d'Algérie, en qualité de *Rapporteur* [27 juin 1956] (p. 3120) ; — à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *ses observations sur : la nécessité d'établir un bilan de la situation économique* [18 octobre 1956] (p. 4232) ; *le montant du déficit budgétaire et le retard apporté au vote d'une réforme fiscale, l'augmentation de la masse monétaire, la diminution des réserves de devises étrangères, la hausse des prix (notamment conséquences pour la construction de logements)* (p. 4233) ; *les conséquences*

inflationnistes des mesures sociales prises par le Gouvernement, les moyens de développer la production (arrêt de la superfiscalité, rationalisation de l'administration), la nécessité de développer la productivité (p. 4234). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour apporter à l'héroïque nation hongroise les secours matériels et moraux les plus efficaces et pour susciter dans le monde un mouvement capable d'atténuer les souffrances d'un peuple qui lutte pour sa liberté [6 novembre 1956] (p. 4482); la retire [7 novembre 1956] (p. 4511). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à la situation des Français expulsés du Maroc [18 janvier 1957] (p. 148). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier; ses explications de vote : *pouvoirs exorbitants conférés au Procureur de la République dans la répression des fautes commises par les commerçants et industriels* [19 novembre 1957] (p. 4883, 4884); en deuxième lecture, ses explications de vote sur la question de confiance : *suppression des mesures répressives extraordinaires prévues à l'encontre des commerçants, industriels et artisans* [5 décembre 1957] (p. 5150). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question orale relative à l'octroi des crédits à moyen terme pour la modernisation des entreprises commerciales [6 décembre 1957] (p. 5210, 5211). — Prend part à la discussion : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dides sur le profond malaise qui règne dans les différents services de la police en France après les attentats dont furent victimes les fonctionnaires de la préfecture de police et de la sûreté nationale : *Nécessité d'assurer la sécurité du personnel de police, insuffisance des effectifs et des traitements (maintien des indices provisoires), octroi d'une prime de danger, protection des nord-africains, insuffisance des moyens matériels (approvisionnement en essence)* [25 février 1958] (p. 1001, 1002); — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle : ses explications de vote sur la question de confiance : *causes de la manifestation de la police parisienne; dévouement et civisme des gardiens de la paix; difficulté de leur tâche; non-application de la loi du*

28 septembre 1948 et du statut du 21 mai 1953, refus du Parlement de voter les crédits nécessaires [18 mars 1958] (p. 1631, 1632, 1633); — d'urgence d'une proposition de résolution concernant la modification de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (dispositions relatives à l'exercice du mandat parlementaire): *urgence d'une démission du Gouvernement actuel incapable de restaurer l'unité nationale au profit du Général de Gaulle, exploitation immédiate du mouvement de fraternisation franco-musulmane* [26 mai 1958] (p. 2488, 2489). = S'excuse de son absence [25 juillet 1956] (p. 3579), [17 mai 1957] (p. 2530). = Obtient des congés [25 juillet 1956] (p. 3579), [17 mai 1957] (p. 2530).

LAFORÉST (M. Henry), Député de la Dordogne (R. R. S.).

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)
(Cabinet Guy MOLLET)
du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957,

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)
(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 178). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160) (1); de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161) (1).

Interventions :

Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Air)* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387). — Prend part à la discussion des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) : *Listes radicales de la Dordogne* [10 février 1956] (p. 243).

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).